

Premier Forum industriel de l'Afrique centrale

Rencontre économique nord-sud et sud-sud



Industriels et consultants européens, hommes d'affaires africains : s'unir pour l'avenir industriel de l'Afrique centrale.

UDEAC

Ouverture demain du forum industriel

L'Union du mercredi 4
décembre 1985

-1-

Placé sous le patronage de l'Union douanière économique de l'Afrique centrale (UDEAC) et organisé par le Centre gabonais du commerce extérieur (CGCE), le premier forum industriel de l'Afrique centrale s'ouvre demain à Libreville pour s'achever le 8 décembre prochain. Avant de revenir dans un prochain article sur le sens et le déroulement de cette manifestation, nous avons rencontré le délégué des communautés européennes à Libreville, M. Dominique David, qui nous a entretenu de la participation de l'institution qu'il représente à l'organisation de ce grand rendez-vous entre partenaires industriels européens et africains.

L'Union: Le premier forum de l'Afrique centrale aura-t-il lieu tous les deux ans comme celui de l'Afrique de l'Ouest?

DD: Le premier FIAC se tiendra à Libreville, au palais des Conférences de la Cité du 12-Mars, sous le haut patronage de l'UDEAC, avec le concours de la Commission des communautés européennes, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et du Centre pour le développement industriel (CDI).

Les résultats de cette première rencontre seront déterminants pour la tenue éventuelle d'un deuxième forum en 1987. Ce qui importe ce sont les résultats. Seul l'intérêt des partenaires en présence indiquera la marche à suivre.

L'Union: Quels sont les objectifs de la CEE à travers sa contribution à une telle manifestation?

DD: La participation communautaire se situe dans un programme d'ensemble vi-

L'accent est plus précisément mis sur la promotion des activités et le développement des entreprises de la taille des PME et des PMI qui semblent les plus adaptées aux structures économiques des pays de l'Afrique centrale.

Cette opération se situe dans le cadre de la coopération Nord-Sud entre les opérateurs économiques européens et africains. Et de ce point de vue le centre pour le développement industriel CEE-ACP peut jouer un rôle moteur. Mais elle se situe aussi dans la relation Sud-Sud avec comme organisme régional de promotion privilégié au sein de l'UDEAC, l'ISTA qui a son siège à Libreville.

Les objectifs particuliers de ce programme correspondent aux actions suivantes: diverses actions d'information auprès des gouvernements, des Chambres de commerce, des Fédérations et des industriels des pays de l'UDEAC; préparation et exécution des deux Fora respectivement en décembre 1985 et 1987; informations de l'industrie européenne et promotion de ce programme en Europe. Organisation de la participation d'industriels européens; élaboration de documents promotionnels sur les pays de l'UDEAC (documents généraux et sectoriels); organisation de la participation africaine au forum; identification dans les pays de l'UDEAC des projets industriels et de promoteurs de projets devant être présentés au forum; suivi actif des projets retenus par les promoteurs.



sant sur deux années (1985-1987) à promouvoir la coopération des entreprises européennes au développement industriel de l'Afrique centrale.

Forum industriel de l'Afrique centrale

I — Un rendez-vous d'industriels

Le Palais des conférences de la Cité du 12-Mars accueille ce matin des hommes d'affaires européens et de l'Afrique centrale dans le cadre du premier forum industriel de notre sous-région. M. Etienne Moussirou, ministre de l'Industrie et des sociétés d'Etat, prononcera le discours d'ouverture de ce grand rendez-vous entre l'Afrique centrale des dix et l'Europe des douze.

Tout est parti du conseil des chefs d'Etat de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale qui, en sa session de décembre 1983, a donné mandat au secrétariat général de l'Union d'organiser en cette fin d'année un forum des investisseurs en UDEAC. L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et la commission économique européenne (CEE) qui ont tout de suite apporté leur soutien au projet, ont souhaité que ce forum soit élargi aux autres Etats de l'Afrique centrale.

Rassemblant désormais les jeunes industriels des Etats membres de l'UDEAC (Cameroun, Congo, Guinée-Equatoriale, Centrafrique, Tchad et Gabon) et ceux de la Communauté des pays des grands lacs (Burundi, Rwanda et Zaïre), auxquels s'est ajoutée la République de Sao-Tomé, ce forum, à l'instar de celui

de l'Afrique de l'Ouest, a donc pris la dénomination de Forum industriel de l'Afrique centrale (FIAC), malgré l'absence de l'Angola.

Depuis lors, l'idée a fait du chemin. Des dossiers ont été traités à des niveaux divers. Le secrétariat général de l'UDEAC a désigné le Gabon, en sa qualité de pays hôte, à travers le Centre gabonais du commerce extérieur (CGCE), pour s'occuper de l'organisation matérielle de la rencontre et de la coopération de toutes les activités dans les pays de l'Afrique centrale et de la CEE.

Entre-temps, il avait obtenu le concours financier et technique de la CEE (voir notre édition d'hier), de l'ONUDI et du centre pour le développement industriel (CDI). Le promoteur de l'opération en Europe a été celui qui assure déjà la participation européenne au forum de l'Afrique de

l'Ouest (Dakar). Deux missions de sensibilisation avaient été envoyées dans les Etats intéressés au cours du premier semestre de cette année.

Ceci dit, le premier forum industriel de l'Afrique centrale «est une rencontre entre d'une part les hommes d'affaires africains, les organismes de onze pays de l'Afrique centrale et, d'autre part les industriels européens. Les uns et les autres débattent ensemble d'investissements industriels à réaliser en Afrique centrale».

Comme on peut le constater, il s'agit essentiellement de promoteurs privés, bien que les Etats soient autorisés à être représentés chacun par une délégation nationale comprenant entre autres un ou plusieurs experts relevant de l'autorité compétente de promotion industrielle. Le rôle de ces experts consistera à fournir aux partenaires européens potentiels, sur leur demande, toutes réponses aux questions de détail qui échappent au promoteur industriel étranger, telles que les dispositions légales et fiscales du pays.

Il est cependant vrai que plusieurs gros industriels européens n'attendent pas ce genre de rencontre pour se connaître entre eux, ou entrer en contact avec les jeunes industriels africains. Combien de missions économiques des pays de la CEE n'ont pas séjourné chez nous? Et puis, les réunions des commissions mixtes ne donnent-elles pas l'occasion aux Etats de no-

tre sous-région de présenter des projets de développement industriel et d'obtenir les modalités de financement des partenaires européens?

Mais une telle approche de la question risque de faire oublier le bien-fondé d'une manifestation promotionnelle comme celle qui s'ouvre ce matin au Palais du 12-Mars.

Ce serait en effet une aberration de croire que ce forum n'a pas de sens, alors qu'il est un cadre organisé permettant des contacts directs entre opérateurs économiques Nord-Sud d'une part, et Sud-Sud d'autre part, entre personnes parlant le langage des affaires, dégagés de toute considération politique ou idéologique.

Les partenaires européens ont manifesté leur intérêt en venant participer nombreux à cette première rencontre du genre. De 150 il y a un mois, ils sont passés à près de 250 pour 148 promoteurs africains qui conservent dans leurs attaches 136 projets et idées de projets dont 46 initiés par des Gabonais.

Les jeunes industriels de l'Afrique centrale attendent des partenaires potentiels européens, une coopération technique, financière et en matière de gestion pour enfin aboutir à des joint-ventures, ou «mariage de petites et moyennes industries», comme aime à l'appeler le ministre d'Etat Moussirou.

S'intéressant également à la coopération Sud-Sud, il n'est pas impossible qu'au cours de ce forum des hommes d'affaires de pays de l'Afrique centrale s'associent à deux ou à trois pour monter ou réaliser un projet (ayant déjà fait l'objet d'une étude de faisabilité) ou une idée de projet (encore au stade de l'ébauche). Le premier FIAC est une véritable rencontre d'affaires.

J.B.O.E. ■



L'Union: Quelle contribution financière la CEE apporte-t-elle à ce programme?

DD: Pour l'ensemble du programme, la Commu-

nauté européenne apporte une contribution d'environ 1 300 000 Ecu, soit approximativement 440 millions de F CFA représentant plus de 90% du coût total du programme.

La CEE finance précisément: une assistance technique pour la préparation en Europe et en Afrique du forum industriel de l'Afrique centrale; un appui matériel au Centre gabonais du commerce extérieur pour l'organisation sur place du 1er FIAC; des actions d'identification de projets et de partenaires industriels européens et africains, réalisées par des bureaux d'études des différents Etats membres de la CEE.

L'Union: Quelles suites attendez-vous de cette action?

DD: Il est prévu qu'un éclairage particulier soit donné à l'évaluation des résultats de ces actions. Il sera notamment envisagé de suivre avec attention les projets de PME/PMI qui auraient fait l'objet d'un début de discussion entre partenaires y trouvant un intérêt marqué.

Par ailleurs, nos partenaires gabonais ont particulièrement insisté sur l'évaluation et le suivi actif de l'opération. A l'occasion de la visite du vice-président Natali au Gabon, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, SE M. Martin Bongo, a demandé qu'une étude soit réalisée sur l'impact au Gabon des activités de promotion commerciale et de coopération industrielle soutenues par la communauté.

Je pense qu'il est opportun d'inclure les résultats du forum industriel de l'Afrique centrale dans cette étude.

**Propos recueillis par
J.B.O.E. ■**



Le succès dans les suites à donner aux contacts

L'Union du vendredi
6 décembre 1985

Plus de cent cinquante industriels ou investisseurs européens (le chiffre de 238 que nous avons donné dans notre édition d'hier, comprenait également les consultants, les représentants des organismes privés d'encadrement et des journalistes de la presse internationale spécialisée) et presque autant d'initiateurs africains de projets ou d'idées de projets, siègent en ce moment au Palais des conférences de la cité du 12-Mars, dans le cadre du premier forum industriel de l'Afrique centrale (FIAC).

Opération promotionnelle de toute première importance, le premier FIAC ouvert hier par le ministre d'Etat, ministre de l'Industrie et des sociétés d'Etat, M. Etienne Moussirou, fait asseoir autour des tables au même endroit et au même moment, des industriels des pays occidentaux, en particulier ceux de la Commission économique européenne et des hommes d'affaires issus de la communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL), de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) et de Sao-Tomé pour discuter de projets à caractère industriel et de leur réalisation.

Les Africains saisissent cette occasion pour présenter aux partenaires potentiels européens des projets dans les domaines agro-in-

dustriel, textile, construction et autres pour lesquels ils sollicitent leur participation au capital, un programme de formation, le savoir-faire, l'accès aux marchés étrangers, l'assistance technique, l'expertise, la fourniture de matériel, la maintenance du matériel, etc.

Sur le plan purement sous-régional, le FIAC va favoriser les contacts entre jeunes industriels de l'Afrique centrale, la recherche en commun d'investissements et l'examen des possibilités et des modalités pratiques d'association sur des projets. La coopération Sud-Sud est d'ailleurs à ce prix.

D'une manière générale, le FIAC, comme l'a si bien expliqué M. Moussirou, «*va permettre aux opérateurs économiques du Nord et du Sud de se pencher, par leurs différents contacts, sur les problèmes qui agitent le monde et conditionnent le développement de l'Afrique centrale.*»

En organisant le premier forum industriel de l'Afrique centrale, avec le concours technique et financier de la Commission des communautés européennes (CCE), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUUDI) et le Centre de développement industriel (CDI), et l'assistance matérielle du Centre gabonais du commerce extérieur

(CGCE), l'UDEAC a accompli un grand pas dans l'exécution de la politique de coopération et d'intégration économique de l'Union en matière de coopération industrielle, politique instituée par le conseil des chefs d'Etat en décembre 1974, au seuil de la deuxième décennie d'existence de l'UDEAC.

Par ce forum de deux communautés d'Etats, l'organisation sous-régionale a voulu une fois de plus démontrer, sinon rappeler, s'il en était encore besoin, que le décollage économique de l'Afrique, et partant de l'ensemble du Tiers monde, prend ses sources dans la prise en main des industries, grandes, petites et moyennes, par ses propres fils.

De par les objectifs qu'il poursuit, le premier FIAC apparaît comme une manifestation complémentaire au séminaire sur les Petites et Moyennes Entreprises en Afrique centrale, organisé par l'UDEAC en septembre dernier à Libreville dans la mesure où celui-ci recherchait un meilleur encadrement et une maîtrise des mécanismes de mise en place et d'exploitation de PME par les ressortissants de ses Etats membres.

Le secrétaire général de l'UDEAC, M. Ambroise Foaalem l'a relevé dans son discours en déclarant que le «*premier FIAC complète la démarche entreprise par son*



L'arrivée des officiels à la tribune. Au centre le ministre d'Etat Etienne Moussirou.

institution dans le sens d'une ouverture vers l'extérieur à la recherche de partenaires sérieux».

Nous l'avons dit dans notre édition d'hier, étant donné qu'il rassemble des hommes d'affaires venant de l'UDEAC et de la CEPGL auxquels se sont ajoutés ceux de Sao-Tomé, le forum que notre capitale abrite depuis hier est bien celui de l'Afrique centrale, sinon de la CEEAC. Mais, il faut éviter qu'il soit une reproduction pure et simple de celui de l'Afrique de l'ouest (Dakar).

Il n'en est pas question. M. Jean-Claude Muller, chef de la division Afrique centrale à la CEE a été clair à ce sujet. «Ce que nous faisons n'est pas de vous produire ici à Libreville une copie modèle de Dakar, mais, nous inspirant, d'une part,

des expériences faites à Dakar et tenant compte d'autre part, de l'environnement particulier de votre région, nous avons tenu à corriger la trajectoire de notre approche et donner à cette approche une dimension plus vaste dont nous espérons qu'elle sera productive», a-t-il expliqué dans son intervention.

Ce n'est plus un secret pour personne. M. Muller lui-même l'a dit, la CEE a pris à sa charge 90% des frais du premier FIAC. Mais elle ne s'arrête pas là. Profitant de l'environnement législatif et réglementaire de notre sous-région, la CEE est disposée à mettre en œuvre les dispositions de la convention de Lomé sur la coopération industrielle en apportant sa contribution à des manifestations comme le premier FIAC, ainsi qu'un concours intellectuel.

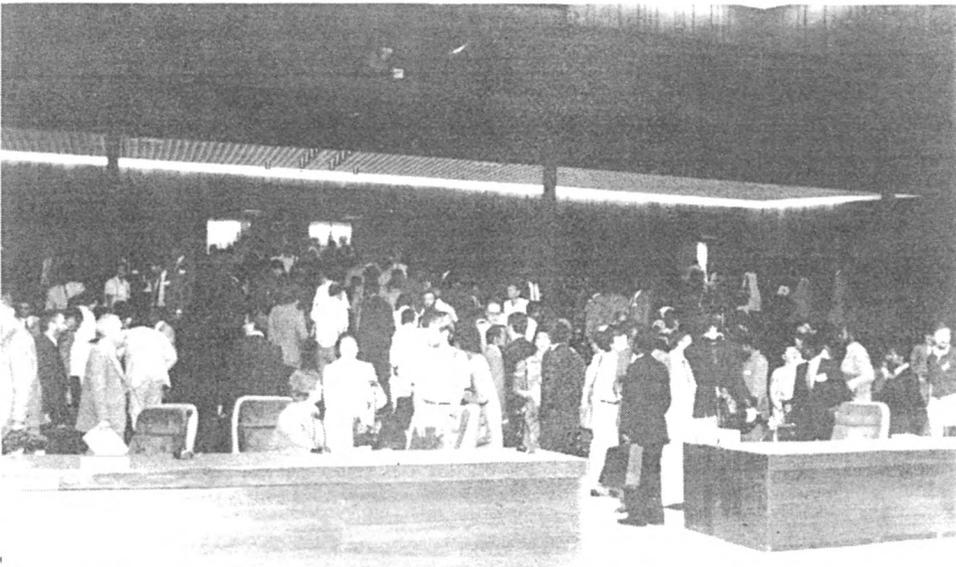
Elle a d'autre part l'intention de proposer aux gouvernements de notre sous-région d'affecter une partie des crédits de programmes indicatifs nationaux à la promotion des PME sous forme de système de formation et de lignes de crédit.

Il est une réflexion qui est revenue aussi bien dans le discours de M. Muller que dans l'allocution du représentant du directeur général de l'ONUDI et qui est très importante pour l'avenir du FIAC, autrement dit l'avenir industriel de l'Afrique centrale. C'est que le succès du FIAC dépend de la suite que les participants donneront aux contacts qu'ils auront pris entre eux pendant les trois jours qu'il va durer officiellement.

J.B. Obame Emame ■



Des projets et des idées de projets dans les attache-cases, les hommes d'affaires d'Afrique centrale à la recherche des capitaux et du savoir-faire.



Les participants à la fin de la séance d'ouverture officielle.